

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 juin 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

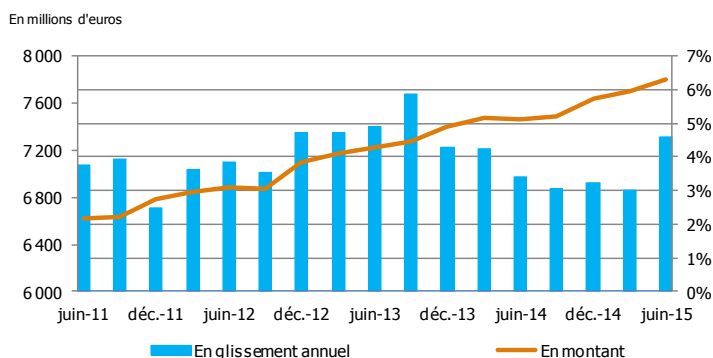
Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles : « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. »

DES INDICATEURS FINANCIERS BIEN ORIENTÉS

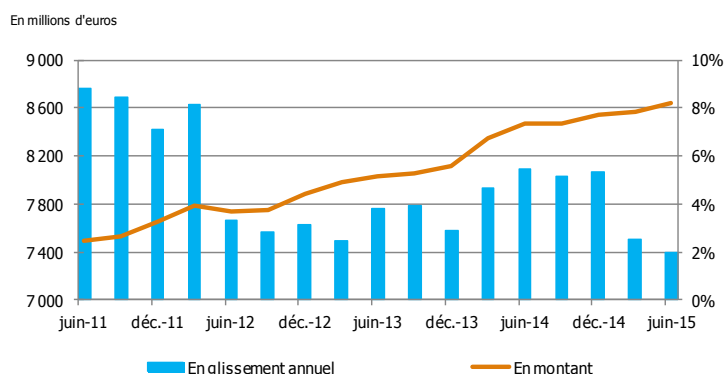
L'activité bancaire a progressé au premier semestre 2015. L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,6 milliards d'euros, continue de croître mais à un rythme plus modéré que l'année précédente (+2,0 % après +5,5 % à fin juin 2014), malgré la chute des crédits octroyés aux « autres agents¹ » sur un an (-20,5 % contre +67,2 % à fin juin 2014). Les crédits aux entreprises s'inscrivent en hausse sur douze mois (+2,3 % après +2,1 % à fin juin 2014), tirés par la progression des crédits immobiliers (+5,4 %). En parallèle, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une augmentation identique à celle de juin 2014 (+3,8 %). Les crédits alloués aux collectivités locales affichent pour leur part une croissance plus soutenue (+7,8 % contre +3,5 % à fin juin 2014).

À 7,8 milliards d'euros, la collecte nette d'actifs financiers est également en progression (+4,6 % contre +3,4 % à fin juin 2014), tirée par la croissance des dépôts à vue des entreprises (+27,7 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



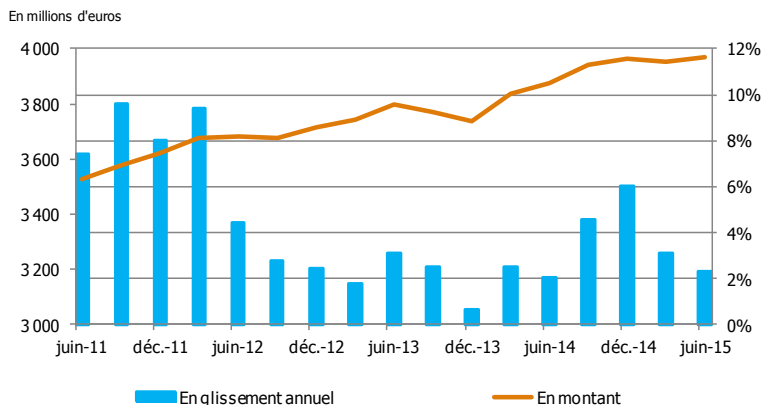
¹ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN HAUSSE

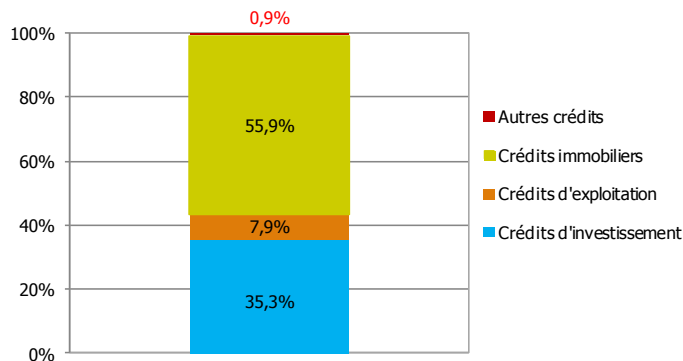
Croissance modérée des crédits aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises augmentent de 2,3 % en glissement annuel à fin juin 2015 pour atteindre 4,0 milliards d'euros. Sur le premier semestre 2015, le rythme de croissance des crédits aux entreprises ralentit (+0,2 % après +2,2 % au deuxième semestre 2014), en dépit d'une amélioration du climat des affaires depuis le début de l'année.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



Les crédits immobiliers, qui représentent 55,9 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, sont plus dynamiques sur un an à fin juin 2015 (+5,4 % après +0,4 % à fin juin 2014). Ils augmentent de 1,3 % au premier semestre 2015.

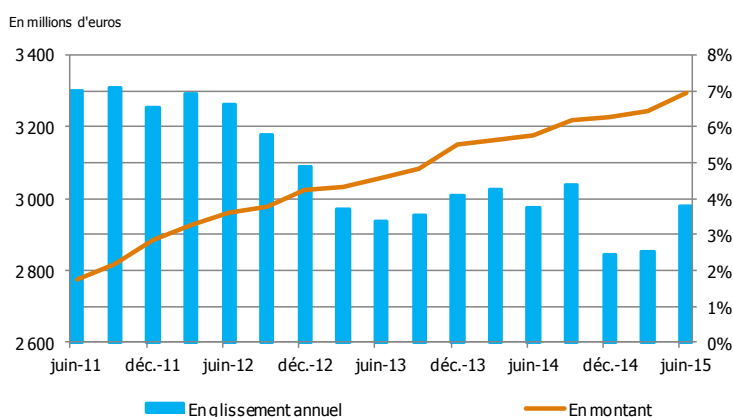
Les crédits d'investissement progressent à vitesse réduite sur douze mois à fin juin 2015 (+1,2 % contre +5,6 % à fin juin 2014). Sur les six premiers mois de l'année, l'encours est en léger repli (-0,6 %). Cette évolution converge avec les prévisions d'investissement à la baisse exprimées par les chefs d'entreprise interrogés lors de l'enquête de conjoncture IEDOM du deuxième trimestre 2015. Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 2,3 % sur un an après +8,3 % à fin juin 2014, impactés par le fléchissement des investissements des entrepreneurs individuels (-32,9 %). En parallèle, le crédit-bail recule, tant en rythme semestriel (-4,3 %) qu'annuel (-4,9 %).

Les crédits d'exploitation affichent une diminution à fin juin 2015 (-13,9 % sur un an), imputable principalement à la chute conjointe des comptes ordinaires débiteurs (-29,5 %) et des créances commerciales (-30,3 %). Cette tendance se confirme sur les six premiers mois de l'année (-5,0 %).

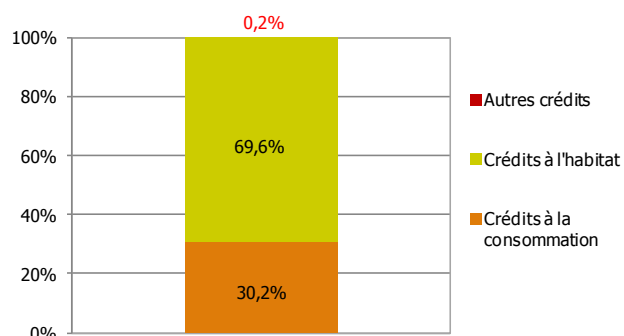
Augmentation des crédits aux ménages

L'activité de crédit aux ménages maintient son rythme de croissance annuel de 3,8 % à fin juin 2015 et s'établit à 3,3 milliards d'euros.

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le financement de l'habitat, qui concentre 69,6 % de l'ensemble des crédits aux ménages, affiche une progression annuelle plus modérée à fin juin 2015 (+4,3 % contre +5,5 % à fin juin 2014) et croît de 1,3 % sur six mois.

Après avoir enregistré une croissance nulle à fin juin 2014, l'encours des crédits à la consommation repart à la hausse à fin juin 2015 (+2,5 %). En revanche, sur le premier semestre 2015, le rythme de croissance de l'encours se tasse (-0,1 %). Cette évolution va de pair avec la diminution des immatriculations de véhicules neufs enregistrées dans le département au deuxième trimestre 2015 (-1,4 %).

Progression des crédits aux collectivités

Les financements alloués aux collectivités locales, qui représentent 11,0 % de l'activité de crédit dans le département, affichent une bonne performance à fin juin 2015 (+7,8 % contre +3,5 % l'année précédente). L'encours s'établit désormais à 946,6 millions d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (91,8 % de l'ensemble), progressent sur douze mois (+1,2 %). En parallèle, les crédits d'exploitation enregistrent une croissance soutenue sur six mois et sur un an (respectivement +36,3 millions d'euros et +58,9 millions d'euros).

Contraction des crédits aux autres agents

Les crédits aux autres agents chutent de 20,5 % en glissement annuel à fin juin 2015, après avoir augmenté sensiblement un an plus tôt (+60,7 % à fin juin 2014). Quoique peu significatifs (4,9 % du total des encours des crédits), ils contribuent au ralentissement de l'activité globale de crédit. Cette baisse doit cependant être nuancée, l'évolution observée étant en lien avec une opération exceptionnelle sur une unique contrepartie. Sur le premier semestre 2015, l'encours augmente de 2,0 %.

Poursuite de l'amélioration de la sinistralité

L'encours des créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement affiche une nouvelle diminution annuelle à fin juin 2015 (-5,1 %) pour s'établir à 471,2 millions d'euros. **Le taux de créances douteuses brutes** s'améliore à nouveau et atteint 6,1 % à fin juin 2015 (-0,6 point sur douze mois). Le taux de provisionnement des banques locales est pour sa part en baisse sur un an (-0,5 point).

UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers des agents économiques enregistrent une évolution en demi-teinte à fin juin 2015.

À 7,8 milliards d'euros, l'encours progresse de 4,6 % sur un an après avoir augmenté de 3,4 % à fin juin 2014. Il est en hausse de 2,3 % sur le premier semestre 2015. La croissance annuelle de l'encours est principalement tirée par la bonne performance des placements des entreprises. En revanche, l'encours des actifs financiers des ménages croît à un rythme plus modéré tandis que celui des autres agents est en recul sur un an.

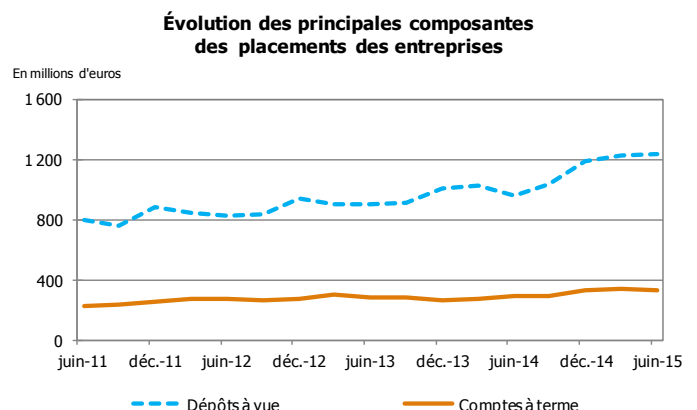
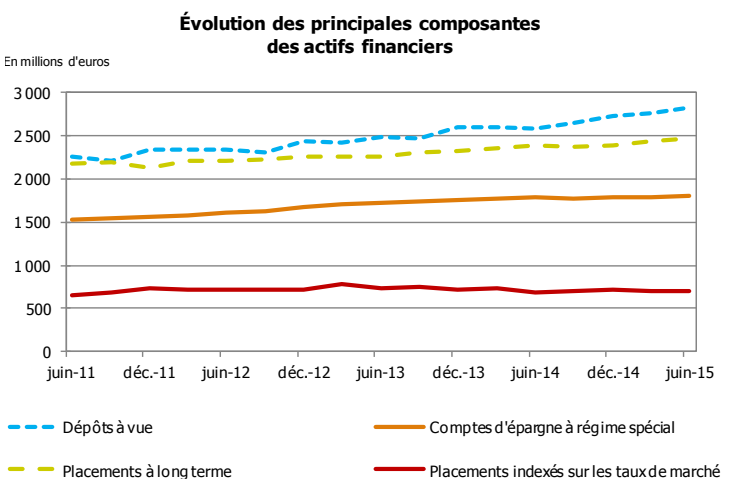
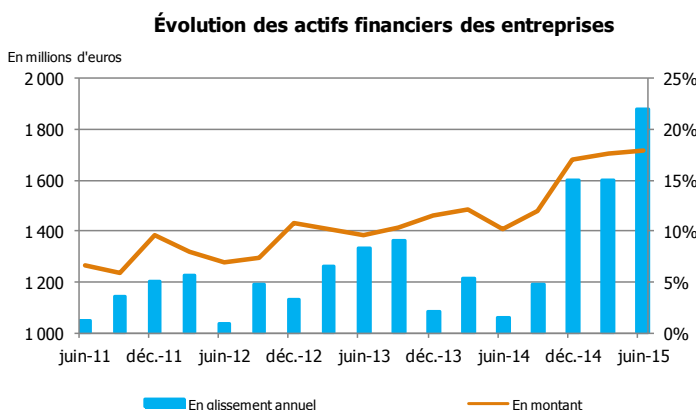
Les dépôts à vue sont dynamiques (+9,6 % après +4,0 % à fin juin 2014) et en particulier ceux des entreprises (+27,7 %). Ils s'établissent à 2,8 milliards d'euros.

L'épargne longue s'inscrit en hausse (+3,3 % contre +5,8 % à fin juin 2014).

En parallèle, **les placements liquides ou à court terme** maintiennent le rythme de croissance de juin 2014 (+0,6 % sur un an), bien qu'ils diminuent sur les six premiers mois de l'année (-0,3 %) en raison de la baisse des placements indexés sur les taux de marché (-2,5 %).

Dynamisme des placements des entreprises

Les actifs financiers des sociétés non financières affichent une croissance annuelle à son plus haut niveau historique à fin juin 2015 (+22,0 % contre +1,5 % à fin juin 2014) pour s'établir à 1,7 milliard d'euros.



Ce dynamisme est imputable à la hausse marquée **des dépôts à vue** (+27,7 % sur un an après +7,1 % à fin juin 2014), réalisée principalement au deuxième semestre 2014 (+23,7 % à fin décembre 2014).

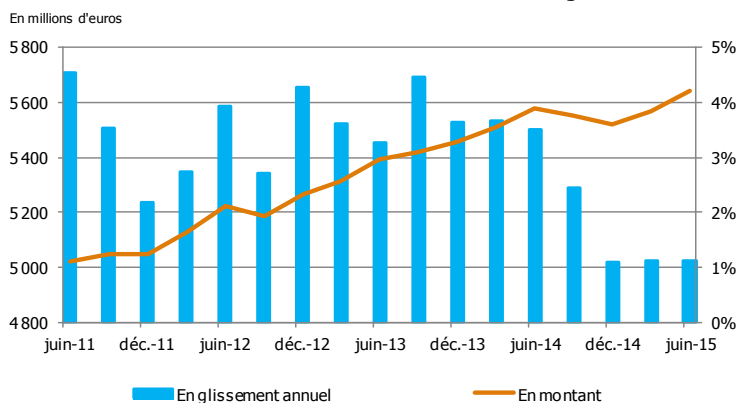
Les placements liquides ou à court terme renouent avec une croissance positive (+10,6 % sur un an contre -8,9 % à fin juin 2014), en lien avec la progression des placements indexés sur les taux de marché (+8,9 %). Ils sont en léger retrait en glissement semestriel (-0,9 %).

En revanche, **l'épargne longue** recule pour la sixième année consécutive (-3,9 % sur un an), tandis qu'elle se stabilise sur les six premiers mois de l'année (0,0 %).

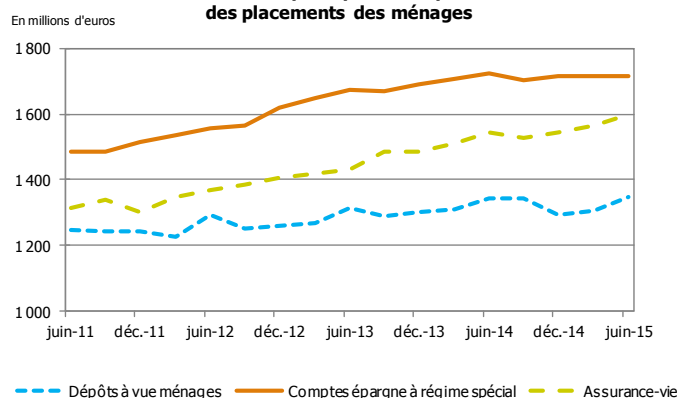
Ralentissement de l'épargne des ménages

Le taux de croissance **des placements des ménages** ralentit à fin juin 2015. L'encours, qui représente 72,3 % des placements totaux, enregistre un taux de croissance historiquement bas en rythme annuel (+1,1 % contre +3,5 % à fin juin 2014), mais reste bien orienté en rythme semestriel (+2,3 %).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



L'épargne à long terme croît de 3,4 % à fin juin 2015 (après +5,5 % un an plus tôt), portée par l'assurance-vie (+3,6 %), premier produit d'épargne des ménages (66,3 % des placements des ménages) et par les plans d'épargne logement (+9,0 %). Son évolution est similaire sur le premier semestre 2015 (+3,1 %).

À l'inverse, **les placements liquides ou à court terme** diminuent (-1,1 % contre +2,0 % à fin juin 2014), en lien avec le recul des placements indexés sur les taux de marché (-8,6 %). Les comptes d'épargne à régime spécial suivent cette même tendance, en raison de la baisse conjointe des livrets ordinaires (-0,4 %) et des livrets A et bleus (-0,7 %).

Les dépôts à vue sont pour leur part quasi stables sur un an (+0,4 % contre +2,2 % à fin juin 2014) et progressent sur six mois (+4,4 %).

Repli des actifs des autres agents

Les placements des autres agents reculent sur un an à fin juin 2015 (-6,3 % après +8,0 % à fin juin 2014).

Les **dépôts à vue** et **les placements liquides ou à court terme** se contractent (respectivement -8,3 % et -4,1 %).

Seule **l'épargne à long terme** enregistre une hausse (+1,1 %). En revanche, sur le premier semestre 2015, les placements des autres agents progressent (+3,5 %), tirés par les dépôts à vue (+5,8 %).

MÉTHODOLOGIE

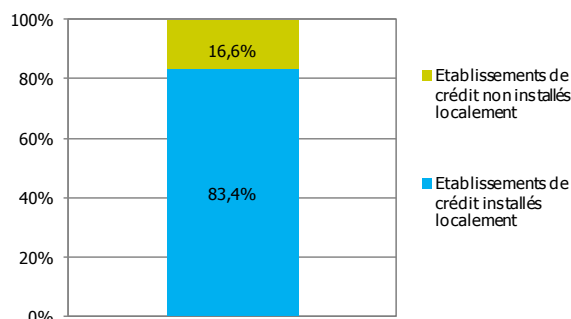
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

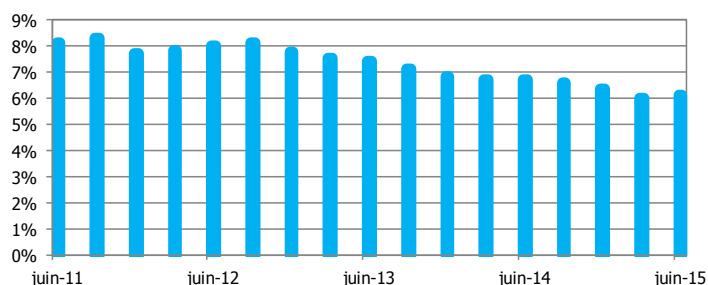
Les crédits à l'économie

| | Montants en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|---------------------------------------|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|
| | juin-11 | juin-12 | juin-13 | juin-14 | sept-14 | déc-14 | mars-15 | juin-15 | 1 sem | 1 an |
| Entreprises | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 362,4 | 381,4 | 365,6 | 363,5 | 382,9 | 329,5 | 312,6 | 312,9 | -5,0% | -13,9% |
| <i>Créances commerciales</i> | 31,1 | 37,4 | 41,6 | 38,3 | 32,8 | 32,1 | 27,4 | 26,7 | -16,9% | -30,3% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 153,6 | 157,7 | 145,8 | 123,0 | 135,8 | 121,9 | 128,6 | 135,1 | 10,9% | 9,8% |
| <i>(dt) Entrepreneurs individuels</i> | 38,3 | 35,6 | 33,9 | 32,9 | 37,3 | 40,8 | 34,6 | 34,9 | -14,6% | 5,9% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 145,8 | 158,4 | 155,9 | 176,8 | 194,6 | 148,4 | 137,8 | 124,6 | -16,1% | -29,5% |
| <i>Affacturation</i> | 31,9 | 27,9 | 22,3 | 25,5 | 19,6 | 27,2 | 18,9 | 26,6 | -2,3% | 4,3% |
| Crédits d'investissement | 1 340,6 | 1 331,1 | 1 311,4 | 1 384,4 | 1 390,1 | 1 408,6 | 1 414,2 | 1 400,8 | -0,6% | 1,2% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 1 102,2 | 1 083,6 | 1 074,0 | 1 162,9 | 1 171,8 | 1 188,3 | 1 199,7 | 1 190,1 | 0,1% | 2,3% |
| <i>(dt) Entrepreneurs individuels</i> | 116,1 | 71,8 | 66,6 | 67,0 | 64,4 | 46,8 | 46,9 | 44,9 | -3,9% | -32,9% |
| <i>Crédit-bail</i> | 238,4 | 247,5 | 237,4 | 221,5 | 218,4 | 220,3 | 214,5 | 210,7 | -4,3% | -4,9% |
| Crédits immobiliers | 1 799,0 | 1 944,8 | 2 098,1 | 2 105,7 | 2 135,3 | 2 190,9 | 2 196,4 | 2 218,4 | 1,3% | 5,4% |
| Autres crédits | 25,3 | 26,5 | 24,1 | 23,9 | 32,8 | 32,2 | 30,6 | 35,8 | 11,4% | 49,7% |
| Encours sain | 3 527,3 | 3 683,7 | 3 799,1 | 3 877,6 | 3 941,0 | 3 961,2 | 3 953,9 | 3 968,0 | 0,2% | 2,3% |
| Ménages | | | | | | | | | | |
| Crédits à la consommation | 956,9 | 978,3 | 971,3 | 971,1 | 984,1 | 996,5 | 987,2 | 995,2 | -0,1% | 2,5% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 876,6 | 898,5 | 897,3 | 893,0 | 903,5 | 923,5 | 914,7 | 920,2 | -0,4% | 3,0% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 53,1 | 52,5 | 50,3 | 53,5 | 57,7 | 51,4 | 51,6 | 54,9 | 6,8% | 2,6% |
| <i>Crédit-bail</i> | 27,3 | 27,2 | 23,8 | 24,6 | 22,9 | 21,5 | 20,9 | 20,1 | -6,4% | -18,0% |
| Crédits à l'habitat | 1 817,3 | 1 978,2 | 2 084,1 | 2 198,5 | 2 230,2 | 2 224,7 | 2 250,3 | 2 293,8 | 3,1% | 4,3% |
| Autres crédits | 1,8 | 3,4 | 4,5 | 5,5 | 5,8 | 6,2 | 6,7 | 6,7 | 7,7% | 21,0% |
| Encours sain | 2 776,0 | 2 959,8 | 3 059,8 | 3 175,2 | 3 220,0 | 3 227,4 | 3 244,1 | 3 295,7 | 2,1% | 3,8% |
| Collectivités locales | | | | | | | | | | |
| Crédits d'exploitation | 70,3 | 15,9 | 22,4 | 12,3 | 34,7 | 34,9 | 59,7 | 71,2 | 103,8% | 479,4% |
| <i>Crédits de trésorerie</i> | 12,2 | 13,9 | 8,5 | 8,7 | 33,1 | 33,6 | 56,9 | 70,1 | 108,8% | 703,7% |
| <i>Comptes ordinaires débiteurs</i> | 58,1 | 2,0 | 13,9 | 3,6 | 1,6 | 1,3 | 2,7 | 1,0 | -23,1% | -71,4% |
| Crédits d'investissement | 743,4 | 735,7 | 818,6 | 858,8 | 849,1 | 898,4 | 847,5 | 868,8 | -3,3% | 1,2% |
| <i>Crédits à l'équipement</i> | 743,1 | 735,6 | 818,5 | 858,8 | 849,0 | 898,3 | 847,5 | 868,8 | -3,3% | 1,2% |
| Autres crédits | 10,3 | 9,0 | 8,0 | 7,3 | 7,1 | 7,0 | 6,8 | 6,6 | -5,2% | -9,9% |
| Encours sain | 824,1 | 760,7 | 849,0 | 878,4 | 890,9 | 940,2 | 914,0 | 946,6 | 0,7% | 7,8% |
| Autres agents | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 359,4 | 330,0 | 321,5 | 537,5 | 414,4 | 418,8 | 453,5 | 427,1 | 2,0% | -20,5% |
| TOTAL | | | | | | | | | | |
| Encours sain | 7 486,8 | 7 734,3 | 8 029,4 | 8 468,7 | 8 466,3 | 8 547,6 | 8 565,5 | 8 637,4 | 1,1% | 2,0% |
| <i>dont ECNIL</i> | 1 350,9 | 1 390,8 | 1 409,5 | 1 464,1 | 1 467,5 | 1 460,8 | 1 447,6 | 1 431,2 | -2,0% | -2,2% |
| Créances douteuses brutes | 624,7 | 603,1 | 597,4 | 567,7 | 553,8 | 541,5 | 509,3 | 526,4 | -2,8% | -7,3% |
| <i>dont ECIL</i> | 543,0 | 552,2 | 532,9 | 496,2 | 495,8 | 483,0 | 454,6 | 471,2 | -2,5% | -5,1% |
| Créances douteuses nettes | 260,9 | 225,5 | 221,8 | 224,2 | 210,0 | 206,4 | 194,3 | 210,8 | 2,1% | -6,0% |
| <i>(dt) Entreprises</i> | 196,3 | 169,0 | 156,0 | 149,0 | 130,5 | 134,3 | 120,8 | 138,3 | 3,0% | -7,2% |
| <i>(dt) Ménages</i> | 53,0 | 55,6 | 51,5 | 65,3 | 63,3 | 52,6 | 53,7 | 53,1 | 0,8% | -18,7% |
| <i>Provisions</i> | 363,8 | 377,6 | 375,5 | 343,5 | 343,8 | 335,1 | 315,0 | 315,7 | -5,8% | -8,1% |
| Encours brut total | 8 111,5 | 8 337,4 | 8 626,8 | 9 036,4 | 9 020,1 | 9 089,1 | 9 074,8 | 9 163,9 | 1,0% | 1,4% |
| <i>Taux de créances douteuses</i> | 7,7% | 7,2% | 6,9% | 6,3% | 6,1% | 6,0% | 5,6% | 5,7% | -0,3pt(s) | -0,6pt(s) |
| <i>dont ECIL</i> | 8,1% | 8,0% | 7,5% | 6,7% | 6,6% | 6,4% | 6,0% | 6,1% | -0,3pt(s) | -0,6pt(s) |
| <i>Taux de provisionnement</i> | 58,2% | 62,6% | 62,9% | 60,5% | 62,1% | 61,9% | 61,8% | 60,0% | -1,9pt(s) | -0,5pt(s) |
| <i>dont ECIL</i> | 67,0% | 68,4% | 70,5% | 67,8% | 69,3% | 69,4% | 69,3% | 67,0% | -2,4pt(s) | -0,8pt(s) |

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

| | Montants en millions d'euros | | | | | | | | Variations | |
|--|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|--------------|
| | juin-11 | juin-12 | juin-13 | juin-14 | sept-14 | déc-14 | mars-15 | juin-15 | 1 sem | 1 an |
| Sociétés non financières | 1 266,4 | 1 278,8 | 1 385,0 | 1 405,7 | 1 478,7 | 1 680,5 | 1 705,0 | 1 714,6 | 2,0% | 22,0% |
| Dépôts à vue | 797,1 | 829,0 | 900,5 | 964,8 | 1 035,3 | 1 193,1 | 1 229,4 | 1 231,5 | 3,2% | 27,7% |
| Placements liquides ou à court terme | 417,8 | 398,3 | 449,5 | 409,5 | 416,9 | 457,2 | 447,2 | 452,8 | -0,9% | 10,6% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 4,7 | 3,6 | 3,3 | 4,7 | 6,0 | 7,1 | 8,2 | 11,9 | 67,8% | 153,8% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 413,2 | 394,7 | 446,2 | 404,8 | 410,9 | 450,1 | 439,1 | 441,0 | -2,0% | 8,9% |
| <i>dont comptes à terme</i> | 232,1 | 270,7 | 283,7 | 290,3 | 291,7 | 329,3 | 345,1 | 336,2 | 2,1% | 15,8% |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | 142,4 | 80,3 | 105,4 | 81,4 | 87,2 | 85,8 | 69,4 | 83,4 | -2,8% | 2,5% |
| <i>dont certificats de dépôt</i> | 38,5 | 43,6 | 57,0 | 33,0 | 31,9 | 34,9 | 24,5 | 21,2 | -39,2% | -35,7% |
| Épargne à long terme | 51,5 | 51,5 | 35,1 | 31,4 | 26,5 | 30,2 | 28,3 | 30,2 | 0,0% | -3,9% |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | 27,3 | 24,4 | 14,8 | 12,8 | 11,2 | 13,0 | 12,1 | 12,6 | -3,0% | -2,1% |
| Ménages | 5 023,5 | 5 221,1 | 5 391,5 | 5 580,4 | 5 550,4 | 5 517,3 | 5 569,0 | 5 642,7 | 2,3% | 1,1% |
| Dépôts à vue | 1 245,1 | 1 294,6 | 1 314,0 | 1 343,3 | 1 344,4 | 1 291,4 | 1 304,5 | 1 348,5 | 4,4% | 0,4% |
| Placements liquides ou à court terme | 1 668,2 | 1 787,2 | 1 869,4 | 1 907,3 | 1 896,6 | 1 890,7 | 1 885,2 | 1 885,5 | -0,3% | -1,1% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 1 485,7 | 1 555,2 | 1 672,0 | 1 721,6 | 1 703,8 | 1 713,1 | 1 713,7 | 1 715,8 | 0,2% | -0,3% |
| <i>dont livrets ordinaires</i> | 615,2 | 632,5 | 639,5 | 651,5 | 643,0 | 647,7 | 648,1 | 648,9 | 0,2% | -0,4% |
| <i>dont livrets A et bleus</i> | 555,5 | 604,6 | 677,3 | 700,9 | 693,1 | 696,5 | 696,0 | 695,8 | -0,1% | -0,7% |
| <i>dont livrets jeunes</i> | 14,9 | 14,6 | 14,8 | 14,9 | 14,8 | 14,6 | 14,7 | 15,1 | 2,9% | 0,8% |
| <i>dont livrets d'épargne populaire</i> | 49,2 | 47,4 | 43,2 | 37,5 | 37,3 | 37,5 | 37,0 | 36,6 | -2,4% | -2,6% |
| <i>dont livrets de développement durable</i> | 138,7 | 145,4 | 188,3 | 209,7 | 210,3 | 213,0 | 215,3 | 217,7 | 2,2% | 3,8% |
| <i>dont comptes d'épargne logement</i> | 112,2 | 110,7 | 108,9 | 107,0 | 105,2 | 103,9 | 102,7 | 101,9 | -2,0% | -4,8% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 182,5 | 232,0 | 197,4 | 185,7 | 192,8 | 177,5 | 171,5 | 169,7 | -4,4% | -8,6% |
| <i>dont comptes créditeurs à terme</i> | 133,6 | 193,3 | 169,1 | 159,4 | 166,4 | 153,2 | 147,6 | 145,7 | -4,9% | -8,6% |
| <i>dont bons de caisse</i> | 0,8 | 0,7 | 0,4 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,0% | 0,0% |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | 48,1 | 38,0 | 27,9 | 26,0 | 26,2 | 24,1 | 23,6 | 23,8 | -1,5% | -8,6% |
| Épargne à long terme | 2 110,3 | 2 139,4 | 2 208,1 | 2 329,9 | 2 309,5 | 2 335,2 | 2 379,3 | 2 408,7 | 3,1% | 3,4% |
| <i>dont plans d'épargne logement</i> | 441,7 | 449,7 | 459,4 | 480,8 | 486,4 | 504,8 | 517,7 | 524,1 | 3,8% | 9,0% |
| <i>dont plans d'épargne populaire</i> | 72,3 | 69,9 | 67,9 | 63,6 | 62,5 | 61,9 | 61,2 | 59,9 | -3,3% | -5,8% |
| <i>dont autres comptes d'épargne</i> | 5,8 | 5,6 | 5,5 | 6,3 | 6,4 | 5,7 | 6,1 | 6,1 | 6,8% | -3,1% |
| <i>dont portefeuille titre</i> | 193,3 | 184,9 | 186,6 | 180,4 | 170,6 | 165,1 | 168,6 | 162,4 | -1,6% | -10,0% |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | 83,4 | 59,8 | 56,3 | 56,6 | 55,9 | 55,0 | 59,7 | 58,7 | 6,7% | 3,7% |
| <i>dont contrats d'assurance-vie</i> | 1 313,9 | 1 369,5 | 1 432,4 | 1 542,2 | 1 527,6 | 1 542,7 | 1 566,0 | 1 597,5 | 3,5% | 3,6% |
| Autres agents | 336,4 | 380,2 | 440,6 | 475,9 | 461,2 | 431,1 | 426,7 | 446,2 | 3,5% | -6,3% |
| Dépôts à vue | 216,2 | 223,8 | 274,1 | 280,3 | 266,7 | 243,0 | 236,7 | 257,1 | 5,8% | -8,3% |
| Placements liquides ou à court terme | 98,9 | 137,7 | 148,7 | 165,1 | 164,0 | 157,1 | 158,5 | 158,2 | 0,7% | -4,1% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 43,3 | 48,0 | 57,1 | 70,2 | 67,5 | 69,1 | 70,5 | 71,4 | 3,3% | 1,7% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 55,5 | 89,8 | 91,6 | 94,9 | 96,5 | 88,0 | 88,1 | 86,8 | -1,3% | -8,5% |
| <i>dont comptes à terme</i> | 26,1 | 58,9 | 63,9 | 68,2 | 73,1 | 69,2 | 65,6 | 63,2 | -8,7% | -7,3% |
| Épargne à long terme | 21,3 | 18,6 | 17,8 | 30,5 | 30,5 | 31,0 | 31,5 | 30,8 | -0,4% | 1,1% |
| Total actifs financiers | 6 626,3 | 6 880,1 | 7 217,1 | 7 462,1 | 7 490,4 | 7 628,9 | 7 700,7 | 7 803,4 | 2,3% | 4,6% |
| Dépôts à vue | 2 258,4 | 2 347,4 | 2 488,6 | 2 588,4 | 2 646,4 | 2 728,1 | 2 770,6 | 2 837,1 | 4,0% | 9,6% |
| Placements liquides ou à court terme | 2 184,9 | 2 323,2 | 2 467,6 | 2 481,9 | 2 477,5 | 2 505,0 | 2 490,9 | 2 496,6 | -0,3% | 0,6% |
| Comptes d'épargne à régime spécial | 1 533,7 | 1 606,7 | 1 732,4 | 1 796,5 | 1 777,3 | 1 789,3 | 1 792,4 | 1 799,1 | 0,5% | 0,1% |
| <i>dont livrets ordinaires</i> | 645,5 | 667,1 | 680,5 | 704,1 | 693,1 | 698,7 | 700,5 | 702,1 | 0,5% | -0,3% |
| <i>dont livrets A et bleus</i> | 573,1 | 621,4 | 696,5 | 722,9 | 716,4 | 721,5 | 722,0 | 725,6 | 0,6% | 0,4% |
| <i>dont livrets jeunes</i> | 14,9 | 14,6 | 14,8 | 14,9 | 14,8 | 14,6 | 14,7 | 15,1 | 2,9% | 0,8% |
| <i>dont livrets d'épargne populaire</i> | 49,2 | 47,4 | 43,2 | 37,5 | 37,3 | 37,5 | 37,0 | 36,6 | -2,4% | -2,6% |
| <i>dont livrets de développement durable</i> | 138,8 | 145,4 | 188,4 | 209,8 | 210,4 | 213,1 | 215,4 | 217,8 | 2,2% | 3,8% |
| <i>dont comptes d'épargne logement</i> | 112,2 | 110,8 | 109,0 | 107,1 | 105,3 | 104,0 | 102,8 | 102,0 | -1,9% | -4,8% |
| Placements indexés sur les taux de marché | 651,2 | 716,6 | 735,2 | 685,4 | 700,2 | 715,7 | 698,6 | 697,5 | -2,5% | 1,8% |
| <i>dont comptes créditeurs à terme</i> | 391,8 | 522,9 | 516,7 | 518,0 | 531,2 | 551,7 | 558,3 | 545,1 | -1,2% | 5,2% |
| <i>dont bons de caisse</i> | 1,9 | 1,4 | 0,8 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | -4,8% | -6,2% |
| <i>dont certificats de dépôt</i> | 38,5 | 43,6 | 57,0 | 33,0 | 31,9 | 34,9 | 24,5 | 21,2 | -39,2% | -35,7% |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | 219,0 | 148,6 | 160,7 | 133,8 | 136,5 | 128,4 | 115,2 | 130,6 | 1,7% | -2,4% |
| Épargne à long terme | 2 183,0 | 2 209,4 | 2 261,2 | 2 391,8 | 2 366,5 | 2 396,4 | 2 439,1 | 2 469,7 | 3,1% | 3,3% |
| <i>dont plans d'épargne logement</i> | 441,9 | 450,0 | 459,8 | 481,1 | 486,7 | 505,2 | 518,1 | 524,5 | 3,8% | 9,0% |
| <i>dont plans d'épargne populaire</i> | 72,3 | 69,9 | 67,9 | 63,6 | 62,5 | 61,9 | 61,2 | 59,9 | -3,3% | -5,8% |
| <i>dont autres comptes d'épargne</i> | 5,8 | 5,6 | 5,7 | 6,3 | 6,4 | 5,7 | 6,1 | 6,1 | 6,8% | -3,1% |
| <i>dont actions</i> | 79,9 | 52,5 | 51,5 | 59,2 | 58,1 | 58,8 | 63,2 | 67,2 | 14,3% | 13,6% |
| <i>dont obligations</i> | 146,6 | 167,6 | 163,8 | 156,1 | 144,1 | 140,4 | 138,7 | 129,2 | -8,0% | -17,2% |
| <i>dont OPCVM non monétaires</i> | 122,6 | 94,1 | 80,0 | 83,2 | 80,9 | 81,6 | 85,7 | 85,2 | 4,5% | 2,5% |
| <i>dont contrats d'assurance-vie</i> | 1 314,0 | 1 369,6 | 1 432,5 | 1 542,4 | 1 527,9 | 1 542,9 | 1 566,1 | 1 597,6 | 3,5% | 3,6% |

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Octobre 2015